

Initiatives ministérielles

Il faut bien comprendre que toutes ces dépenses résultent de la politique d'immigration fédérale et qu'il incombe par conséquent à la Chambre de tenir compte de ces coûts dans les décisions qu'elle prend.

J'insiste encore une fois sur le fait que la colère grandissante des Canadiens au sujet de la politique d'immigration ne vise pas les immigrants eux-mêmes mais bien le système qui fait en sorte que la politique n'est pas administrée au mieux des intérêts de la population canadienne.

Le problème provient en grande partie de ce que le montant consacré aux programmes d'immigration augmente considérablement et rapidement, alors qu'on sabre les dépenses de santé et d'éducation. Les Canadiens ont le droit de savoir si leur argent est gaspillé et ils ont pleinement le droit de se renseigner sans pour autant être accusés d'être des racistes ou des esprits bornés. Je le précise parce que ceux qui sont en faveur de la façon dont on applique actuellement la politique gouvernementale refusent souvent de se lancer dans un débat sur ces questions, préférant essayer de souiller la réputation de ceux qui, eux, les soulèvent.

• (1330)

Le Canada a-t-il vraiment besoin de l'industrie de l'immigration que nous avons créée au fil des ans? Il y a une quinzaine d'années, on a demandé au Canada, ainsi qu'à d'autres pays du monde occidental, d'être sensibles au sort des réfugiés de la mer vietnamiens. Il s'agissait de réfugiés authentiques que la situation politique avait chassés de leur pays.

Les Canadiens ont ouvert toutes grandes leurs portes à ces gens, mais d'une façon très différente de celle d'aujourd'hui. Des groupes communautaires et paroissiaux ont pris sur eux de parrainer des réfugiés à titre individuel ainsi que des familles. Ils veillaient à ce que ces personnes aient un endroit où demeurer, leur enseignaient le français et l'anglais, les aidaient à s'intégrer dans la société. De leur côté, ces immigrants faisaient beaucoup d'efforts afin de s'adapter rapidement à leur nouvelle patrie, apprenant le français et l'anglais, cherchant à avancer dans la société par les études et le dur labeur.

Aujourd'hui, ce ne sont plus des groupes communautaires et paroissiaux, mais le gouvernement qui subventionne le logement et la formation linguistique. Au lieu d'inviter les immigrants et les réfugiés à se fondre dans la société, nous les parquons en ville, dans des tours et de grands ensembles domiciliaires. Et nous nous demandons pourquoi ces groupes ont tant de mal à s'adapter au mode de vie canadien!

La seule explication à cela, c'est la croissance de l'industrie de l'immigration—un groupe d'individus bien intentionnés et hautement rémunérés dont les propres intérêts sont reflétés dans les décisions qu'ils prennent pour tous. L'application correcte de la politique d'immigration et la réduction de l'industrie de l'immigration devraient grandement contribuer à redonner aux Canadiens confiance dans notre système d'immigration.

Un troisième point tout aussi important est de veiller à ce que l'admission d'immigrants au Canada se fasse en tenant compte des meilleurs intérêts économiques du pays. Les statistiques actuelles en ce qui concerne le nombre d'immigrants admis au

Canada en fonction de la contribution économique qu'ils peuvent apporter au Canada varient.

Dans sa chronique parue le 14 juillet dans le *Globe and Mail*, Michael Valpy disait qu'avant, la politique d'immigration était entièrement sélective, alors qu'aujourd'hui elle ne l'est que dans une proportion de 15 p. 100, le reste étant déterminé en fonction de la réunion des familles et d'une politique d'admission des réfugiés qui est la plus libérale du monde.

La publication de Citoyenneté et Immigration Canada sur les chiffres et les enjeux en matière d'immigration précise également que les avantages économiques potentiels pour le Canada ne sont évalués que pour quelque 15 p. 100 des immigrants. La même publication note que plus de la moitié des immigrants, 55 p. 100, entrent au titre des catégories de la famille et des réfugiés.

Le gouvernement n'accorde pas une priorité suffisante à l'admission d'immigrants susceptibles de profiter au pays. C'est particulièrement grave car, comme le gouvernement nous le dit souvent, nous appartenons maintenant à l'économie mondiale. Cela modifie la nature de notre économie.

Actuellement, nous n'avons pas besoin d'une importante main-d'oeuvre non spécialisée. La clé du succès, de nos jours, c'est la formation. Quiconque a moins qu'un diplôme d'études secondaires n'a guère de possibilités d'emploi et d'avancement.

Ma circonscription de Cariboo—Chilcotin, et en particulier la ville de Williams Lake d'où je viens, est un bon exemple de cela. Lorsque j'étais jeune, les emplois étaient relativement abondants. Il y avait de nombreuses scieries, des fermes d'élevage, des mines. La capacité d'accomplir un travail physique pénible était souvent tout aussi importante qu'une bonne formation théorique.

Ce n'est plus la même chose aujourd'hui. Les emplois sont rares si vous n'avez pas un bon bagage scolaire. Les travaux qui étaient autrefois effectués par un importante main-d'oeuvre semi-spécialisée sont maintenant faits par des machines. L'aspect positif de cela, c'est que les travailleurs spécialisés de ces industries—ingénieurs, agronomes, techniciens—sont mieux payés et ont une qualité de vie meilleure.

Par le passé, les immigrants étaient attirés à Williams Lake par les possibilités économiques qu'offraient les industries exploitant les ressources naturelles. Avec les années, ces possibilités sont devenues de plus en plus rares.

• (1335)

La leçon qu'il faut tirer de cela, dans le contexte du débat que nous avons aujourd'hui à propos de ces modifications à la Loi sur l'immigration, c'est que le gouvernement doit insister davantage sur le recrutement d'immigrants qui ont la formation et les compétences requises. Je dirais que le moyen d'y parvenir est de réduire le nombre des immigrants admis au titre de la catégorie de la famille.

C'est justement ce que propose un rapport confidentiel préparé pour le ministre de l'Immigration et qui, à la suite d'une fuite, est tombé entre les mains des médias. Il recommande que la catégorie de la famille soit redéfinie pour que l'admission automatique se limite au conjoint et aux enfants des citoyens canadiens et des immigrants reçus. Je propose que l'on comble la lacune créée par la réduction de cette catégorie en accueillant des